
Communiqué de presse

Port Louis (Maurice), 13 juin 2023 – L'Amélioration de la qualité sanitaire et de la diversité des aliments disponibles pour les populations des États de la Commission de l'océan Indien (COI), sera au cœur des discussions de l'**Atelier régional sur les politiques des laboratoires et le renforcement de leurs capacités** qui se tiendra du 14 au 16 juin à l'Hôtel Le Labourdonnais Waterfront à Port Louis. Le coup d'envoi officiel de cet atelier s'est tenu, ce mardi 13 juin, en présence de l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) de Maurice et des Seychelles, des Hauts fonctionnaires de plusieurs ministères de la République de Maurice et d'une vingtaine de représentants de différents laboratoires des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles.

Organisé dans la cadre du **Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle** (SANOI), financé par l'UE et mis en œuvre en partenariat avec la COI, l'atelier permettra aux représentants des laboratoires d'avoir des échanges techniques autour de trois axes : i) la mise réseau les principaux acteurs du domaine de l'analyse alimentaire dans la région ; ii) l'état des lieux de la situation sanitaire et phyto- sanitaire (SPS) dans l'océan Indien ; iii) l'élaboration d'un inventaire détaillé des compétences et capacités existantes dans la région en matière d'analyses des aliments.

Lors de son allocution, l'Ambassadeur de l'UE a rappelé l'importance de la sécurité sanitaire des aliments, qui demeure un problème commun à tous. *« La sécurité sanitaire des aliments doit être garantie à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement. Cette sécurité sanitaire est souvent tenue pour acquise. Elle est pourtant à l'origine de problèmes de santé majeurs et source de pertes économiques considérables. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), chaque année, près d'1 personne sur 10 dans le monde tombe malade après avoir ingéré des aliments contaminés ; et plus de 400 000 personnes meurent chaque année à cause des maladies d'origine alimentaire, dont un tiers d'enfants ! Tous les pays sont concernés. »* a souligné SEM Vincent Degert.

Le Secrétaire général de la COI, actuellement à Moroni aux Comores, dans le cadre de la Conférence ministérielle régionale de l'Économie bleue, a pour sa part mis en exergue, dans son discours, les multiples défis et les faibles moyens des États insulaires et riverains face aux diverses insécurités. *« Les îles de l'Indianocéanie, et plus largement l'ensemble des îles africaines, partagent un ensemble de fragilités structurelles. L'isolement et l'éloignement des marchés mondiaux, l'étroitesse des territoires et donc des marchés intérieurs, les coûts exorbitants du transport maritime et aérien, la capacité limitée à produire en réalisant des économies d'échelles et, bien entendu, les défis globaux du climat, de la perte de biodiversité, de l'exposition aux risques pour lesquels, nos îles, souffrent d'une vulnérabilité particulière »* a expliqué SEM Vêlayoudom Marimoutou.

Cet atelier devrait permettre de jeter les premiers jalons pour apporter une réponse commune et adaptée, en s'appuyant sur une coopération renforcée entre les différents acteurs (à commencer par les laboratoires) et une optimisation des moyens disponibles .

« Les laboratoires représentent un maillon essentiel du dispositif de surveillance et de contrôle visant à garantir la sécurité sanitaire des aliments. A travers le programme SANOI que nous finançons et qui est mis en œuvre en partenariat avec la Commission de l'océan Indien, c'est un appui concret qui sera fourni aux laboratoires des pays de la région pour renforcer leurs capacités à travers des formations aux méthodes d'analyse, des formations à la maintenance des équipements ou des appuis pour l'obtention de certification. » a soutenu l'Ambassadeur de l'UE.

Par ailleurs, au-delà du renforcement et de la mutualisation des moyens techniques des institutions de la région, cette coopération contribuera aux efforts d'harmonisation déployés dans le cadre des mécanismes existants de la COI. Ainsi, le Secrétaire général de la COI a tenu à féliciter, les premiers liens établis entre le programme SANOI et l'Unité de veille sanitaire qui coordonne le réseau *SEGA One Health*, pour travailler ensemble et éviter des duplications au niveau des actions. Il a ainsi souligné que *« le programme SANOI s'intègre bien dans le cadre global du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN), qui a permis de fonder les bases d'un mécanisme de coopération régionale dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle »*.